



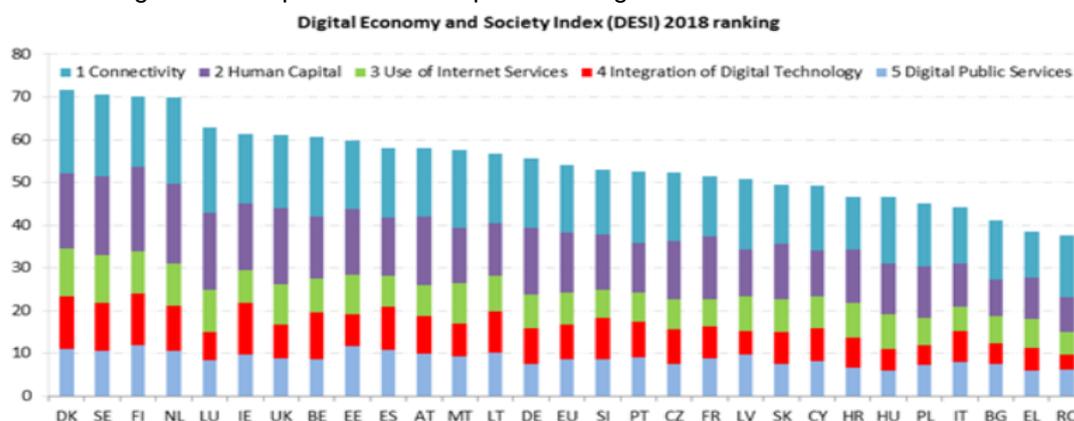
## La quinzaine nordique

© DG Trésor

N° 156 du 1 juin 2018

### Pays Nordiques

**Innovation.** Les trois pays nordiques membres de l'Union européenne occupent les trois premières places de l'édition 2018 du Digital Economy and Society Index (DESI) de la Commission européenne. Le Danemark se maintient à la 1<sup>ère</sup> place du classement devant la Suède, qui gagne une place au détriment de la Finlande. Hors UE, la Norvège se situerait à la 5<sup>ème</sup> position, derrière les Pays-Bas qui suivent la Finlande. Le DESI est un indice composite analysant les indicateurs de compétitivité numérique répartis en 5 catégories : connectivité, capital humain, utilisation d'internet, intégration des technologies numériques et services publics en ligne.



**Conjoncture.** Selon le dernier Economic Outlook de l'OCDE, le pays de la zone affichant la croissance la plus élevée en 2018 sera la Finlande (2,9%), juste devant la Suède et l'Islande (2,8%). Les perspectives économiques s'améliorent également en Norvège où la croissance serait supérieure à 2% pour la première fois depuis la crise (2,5%). Seule la prévision de croissance du Danemark reste inférieure à 2% en 2018, à 1,7%.

**Compétitivité.** Selon le classement de l'IMD (Institute for Management Development) de Lausanne pour 2018, les États-Unis sont le pays le plus compétitif au monde suivis par Hong-Kong (2e), Singapour (3e), les Pays-Bas (4e) et les pays nordiques, le Danemark, la Norvège et la Suède occupant respectivement les 6e, 8e et 9e places. La Finlande est pour sa part 16<sup>ème</sup> alors qu'elle occupait la 2<sup>ème</sup> position en 2002 mais a perdu depuis en compétitivité, notamment sous l'effet de restructurations engagées dans certains secteurs comme celui des TIC.

**Data center.** Les pays nordiques cherchent tous à développer des clusters d'entreprises autour d'investissements dans les data centers. Le climat froid, des prix d'électricité globalement faibles pour l'industrie et des réseaux de télécommunications en fibre optique dans de nombreuses municipalités sont autant de facteurs dans la région. Les atouts des pays nordiques sont confirmés par une récente étude du consultant immobilier international Savills qui considère que la Norvège est le pays le plus attractif au monde pour l'implantation de data centers, devant la Suède puis la Finlande (Danemark 5<sup>ème</sup>). Pour la Suède, le secteur est devenu prioritaire notamment depuis l'implantation de Facebook à Luleå, qui est situé près du cercle polaire. Trois data centers représentant un investissement global de 900 M€ sur une surface de 100 000 m<sup>2</sup> permettent à la ville de capitaliser sur une image plus dynamique qui profite pleinement à son Science Park. Parallèlement, Amazon Web Services est sur le point de construire plusieurs centres de données en Suède et Google vient d'acheter des terrains dans la région d'Avesta dans la même optique.

**Investissements.** Selon Eurostat, nombre de pays de l'UE peinent à retrouver leurs niveaux d'investissement d'avant-crise. La Suède est l'un des quatre seuls pays de l'UE28 qui ont vu leur ratio investissement/PIB progresser depuis 10 ans (+1 point de PIB pour la Suède, 1<sup>ère</sup> devant l'Autriche et l'Allemagne). Les investissements ont décliné à l'échelle européenne de 22,4% du PIB en moyenne en 2007 à 20,1% en 2017. Le taux atteint 24,9% en Suède en 2017 contre 22,6% en Finlande (24,2% en 2007) et 20,4% au Danemark (23,5% en 2007). Dans le cas de la Suède, c'est surtout la forte reprise des investissements dans la construction depuis 4 ans qui explique cette évolution favorable.

### Danemark

**Fiscalité du numérique.** Une majorité politique vient de conclure un accord sur l'économie des plateformes numériques. Ce dernier permettra, selon le ministre de l'Industrie, des Entreprises et des Affaires financières, Brian Mikkelsen, d'exploiter le potentiel de croissance et d'innovation de l'économie collaborative et de garantir le paiement



La quinzaine nordique – 1 juin 2018 © DG Trésor

de toutes les taxes obligatoires. Tout en permettant à un maximum de Danois de prendre part à l'économie participative, la mise en place de la déclaration numérique et le renforcement du contrôle des taxes garantiront le paiement des impôts aux autorités. Par ailleurs, des limites de durée de location des résidences principales ont été définies sur les plateformes dédiées au logement : 70 jours par an si un acteur tiers assure la collecte de l'impôt pour les autorités, 30 jours si aucune partie-tierce n'assure la déclaration et 100 jours si la municipalité décide d'une telle limite. En parallèle, le Danemark est l'un des premiers pays à établir un accord avec l'acteur principal sur ce marché, Airbnb.

**Attractivité.** D'après de nouvelles données de la Confédération des industries danoises (DI), plus de la moitié des étrangers hautement qualifiés quittent le Danemark dans les cinq ans suivant leur arrivée. Selon Nanna Wesley, chercheuse spécialisée dans le fonctionnement du marché du travail, les talents internationaux ont surtout du mal à se sentir à l'aise au Danemark à cause de la barrière culturelle (la langue) et sociale (difficulté d'établir des liens avec les Danois). Une étude de 2017 de l'association InterNations confirme qu'il n'est pas facile pour les nouveaux arrivants de s'intégrer au Danemark. Cependant, il ressort des nouvelles données de DI qu'après des premières années parfois difficiles, la plupart des employés étrangers qui ont passé ce cap sont susceptibles de s'installer dans la durée. Selon Linda Duncan Wendelboe, chef de Global Talent chez DI, et Sara Kilka, Head of External Relations chez Microsoft, la sécurité et l'efficacité de la société, la mentalité danoise et l'équilibre vie professionnelle-vie personnelle sont des facteurs clés pour les étrangers qui décident de venir au Danemark. En ce qui concerne la barrière de la langue, une redevance (à hauteur de 1620 €) pourrait être introduite pour les bénéficiaires de cours de danois proposés par les communes, jusqu'à présent gratuits, ce qui pourrait dissuader les nouveaux arrivants d'acquérir les compétences linguistiques de base, nécessaires à leur insertion sur le marché du travail.

**RGPD.** Le Règlement général sur la protection des données (RGPD) 2018, pourrait coûter plusieurs milliards de couronnes aux entreprises danoises. Selon l'organisation Dansk Erhverv, les dispositifs à mettre en place pour la protection des données personnelles des utilisateurs vont nécessiter le déploiement d'importants moyens et ainsi engendrer des dépenses considérables, qui représenteraient un total de 8,1 Mds DKK (1,08 Md €) – soit une moyenne de 38 000 DKK (environ 5 200 €) par entreprise.

## Finlande

**Endettement des ménages.** Dans son bulletin économique de mai, la Banque de Finlande a mis en garde contre la hausse tendancielle de l'endettement des ménages, en grande partie constituée par les encours de prêts immobiliers. En moyenne, le niveau de la dette des foyers s'élevait ainsi à 127,8 % du revenu disponible début 2018, contre 112 % fin 2010. Selon cette étude, une hausse des taux d'intérêt pourrait avoir des conséquences négatives sur la consommation privée dans un pays où une part significative des prêts immobiliers est basée sur des taux variables indexés sur l'euribor. A terme, le ralentissement de la consommation pèserait sur l'activité des entreprises, au risque d'une augmentation du nombre de défaillances qui pourrait affecter l'activité de crédit. Parmi les options envisagées pour ralentir la hausse de l'endettement, la Banque de Finlande propose l'instauration d'un plafonnement des prêts immobiliers en fonction des revenus des foyers ou encore la constitution d'un registre national du crédit aux particuliers.

**Banque de Finlande.** Olli Rehn, 56 ans, ancien ministre et ancien commissaire européen, a été nommé gouverneur de la Banque de Finlande, pour un mandat de 6 ans. Il succède ainsi à Erkki Liikanen, qui occupait ce poste depuis 2004. Olli Rehn a été commissaire européen aux Affaires économiques et monétaires de 2009 à 2014, avant d'obtenir après les élections nationales de 2015 le portefeuille ministériel de l'Economie au sein du gouvernement de Juha Sipilä, poste qu'il a occupé jusqu'à l'été 2016.

**Téléphonie mobile.** L'entreprise HMD Global a annoncé avoir finalisé une levée de fonds de 100 M\$ auprès d'investisseurs étrangers, afin de soutenir le développement de son activité de vente de téléphones mobiles de marque Nokia. HMD est une startup finlandaise créée en 2016 par d'anciens cadres de Microsoft et de Nokia à l'occasion de la vente de Nokia Mobile. Détentrice pour 10 ans d'une licence exclusive d'exploitation de la marque, elle est chargée de la commercialisation des téléphones Nokia fabriqués par l'entreprise taïwanaise Foxconn. Elle a vendu depuis début 2017 près de 70 millions d'appareils de différents modèles, dont une mise à jour du célèbre Nokia 3310.

**Santé.** L'entreprise de prestations de santé Terveystalo a annoncé son intention de racheter la filiale finlandaise du groupe suédois Attendo. Cette acquisition, dont le montant est estimé à 233 M€, doit encore obtenir l'aval des autorités de régulation compétentes. La fusion aboutirait à la constitution d'un groupe de près de 12 000 employés. Pour mémoire, la réforme des services de santé finlandais, en cours de discussion au Parlement, prévoit entre autres la prise en charge, pour certains actes de santé, des frais engagés auprès de prestataires privés.

## Norvège

**Conjoncture.** La croissance de l'économie norvégienne continentale (hors hydrocarbures et transport maritime) a progressé de 0,6% au premier trimestre 2018. C'est le 5<sup>ème</sup> trimestre consécutif au cours duquel le PIB norvégien progresse de plus de 0,6%. En prenant en compte l'ensemble de l'économie, le PIB a également progressé de 0,6% au premier trimestre 2018 (contre un repli de 0,3% au dernier trimestre 2017). Ces indicateurs confirment le



La quinzaine nordique – 1 juin 2018 © DG Trésor

redressement de l'économie norvégienne après le trou d'air traversé à partir de la mi-2014 à cause de la baisse du prix des hydrocarbures. Le gouvernement a par ailleurs annoncé mettre progressivement fin aux mesures de soutien de l'économie se traduisant par une baisse du prélèvement sur le fonds souverain prévue dans son budget de printemps. Le chômage s'établit à 3,9% en mars et l'emploi a augmenté sur les trois derniers mois (+21 000 emplois). Dans ce contexte favorable, la banque centrale a laissé entrevoir un relèvement de son taux directeur (actuellement 0,5%) "après l'été", alors que l'inflation s'accélère en avril (+2,4% sur un an, soit 0,2 point de plus qu'en mars).

**Taxes américaines sur l'aluminium et l'acier.** Le gouvernement norvégien n'a pas obtenu des Etats-Unis une exemption de ces taxes, mais s'est vu garantir un traitement équitable, selon le ministre norvégien de l'industrie et du Commerce. Dans le même temps, la Norvège s'inquiète des potentielles mesures compensatoires et de sauvegarde de l'Union Européenne en réponse aux taxes américaines et espère en être exemptée. L'UE représente la quasi-totalité des exportations norvégiennes dans ces deux secteurs.

**Commerce.** L'accord de libre-échange entre l'AELE et les Philippines entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> juin. Les Philippines exportent en grande partie des produits tropicaux (ananas, noix de coco, bananes). Cet accord représente une opportunité pour la filière norvégienne des produits de la mer qui est d'ores et déjà bien implantée dans le pays. En effet la moitié des saumons consommés aux Philippines viennent de Norvège.

**Commerce (2).** L'Indonésie menace de suspendre ses importations de poisson norvégien (26,3 M€ en 2017), si le pays décide de mettre en place une loi interdisant l'achat d'huile de palme. La Norvège est un grand importateur de cette matière première, qui sert notamment à produire des biocarburants.

**Accord sur les subventions agricoles.** Les syndicats d'agriculteurs et l'Etat sont parvenus à un accord sur les subventions agricoles le 16 mai. Les agriculteurs, qui avaient demandé 1,83 Mds NOK (soit 192 M€), obtiendront finalement 1,1 Mds NOK (soit 115 M€). L'accord représente une augmentation de salaire pour les agriculteurs de 3,4%. La priorité a été donnée à la production de fruits, de baies, de légumes et de céréales.

## Islande

**Finance.** La banque d'investissement islandaise Kvika, spécialisée dans la gestion d'actifs et les opérations de marché a annoncé avoir signé un accord de coopération avec Amundi Asset Management le 30 mai dernier. L'entreprise française devient ainsi le 5<sup>ème</sup> gestionnaire d'actif étranger de Kvika.

**Secteur laitier.** La coopérative laitière islandaise Mjólkursamsalan (MS), qui possède 88% du marché de distribution du lait en Islande, a été condamnée à payer une amende de 440 MISK (3,5 M€) par le tribunal régional de Reykjavik pour abus de position dominante au sein du marché des produits laitiers en Islande. La compagnie est reconnue coupable de pratique anticoncurrentielle néfaste pour les consommateurs et ses concurrents en vendant aux entreprises laitières concurrentes du lait cru à un prix plus élevé qu'à ses filiales. Elle a aussi été condamnée à payer une amende de 40 MISK (325 000 €) pour atteinte à la transparence de l'information en dissimulant des documents à l'Autorité de la concurrence islandaise.

## Suède

**Finance verte/Partenariat FR-SE.** SEB et Crédit Agricole-CIB ont organisé à Stockholm le 29 mai une conférence sur le thème de la finance verte « Green Finance- the way forward » avec le soutien du Service économique régional de l'ambassade de France à Stockholm. Plus de 200 personnes issues des secteurs public et privé y ont assisté dans les locaux de SEB à Solna. Quatre panels se sont succédé à la tribune autour (entre autres) de Magnus Andersson (ex-AP4), Anthony Requin (directeur de l'Agence France Trésor), Jens Henriksson (CEO de Folksam), Frédéric Samama (Amundi) et Jean Boissinot (DGTrésor) : (i) why push for a greener finance ? (ii) how do green bonds support environmental government policies ? (iii) how are we moving from green projects to green funding ? et (iv) how to structure and assess green financial instruments ? Après les mots de bienvenue du président du CA de SEB, Marcus Wallenberg, et du DG délégué du groupe Crédit Agricole, Xavier Musca, le ministre suédois des Marchés financiers, Per Bolund, a également pris la parole pour souligner l'intérêt de cette manifestation au regard des enjeux mondiaux en matière de financement de la transition énergétique et dans le cadre de la mise en œuvre du Partenariat FR-SE pour l'innovation et les solutions vertes, dont la green finance est l'un des axes prioritaires.


 CRÉDIT AGRICOLE  
 CORPORATE & INVESTMENT BANK


SEB

**Conjoncture.** La croissance du PIB suédois a atteint 0,7% au T1 2018 par rapport au T4 2017, 3,3% en glissement

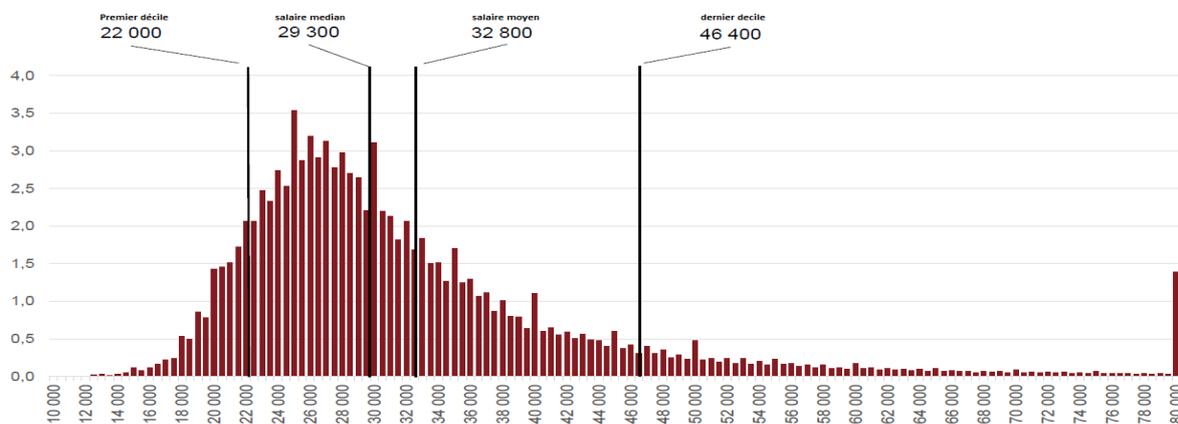


La quinzaine nordique -1 juin 2018 © DG Trésor

annuel, soit le rythme le plus élevé depuis le 2<sup>ème</sup> trimestre 2016. Ces chiffres dépassent les prévisions des analystes et reposent notamment sur le dynamisme des investissements (+2,8 sur le trimestre et +6,8% sur un an). La consommation privée a été relativement soutenue au T1 (+0,8%) alors que la consommation publique n'a progressé que de 0,1%. Les échanges extérieurs ont, en revanche, contribué négativement à la croissance puisque les exportations (biens/services) ont reculé de 0,2% au T1, alors que les importations augmenté de 1%. Enfin, l'Office suédois des statistiques (SCB) a profité de cette publication pour également réviser légèrement à la baisse (de 2,4% à 2,3%) les chiffres de la croissance pour l'année 2017.

**Dettes publiques.** Fin septembre 2016, la Suède s'est assigné une cible de ratio de dette publique de 35% de son PIB. La croissance économique actuelle, de l'ordre de 3% en moyenne depuis plusieurs années, conjuguée à une politique budgétaire relativement restrictive du gouvernement rouge-vert du PM Stefan Löfven, au pouvoir depuis septembre 2014, font que la Suède s'approche rapidement de son objectif. Si le déficit de l'administration gouvernementale est déjà à son plus faible niveau depuis 1977 (moins de 30% du PIB), la dette publique était de 40,6% en 2017, mais devrait selon la banque SEB rapidement se contracter pour passer sous la cible des 35% d'endettement (34,8% du PIB) dès 2019. Cette évolution contraste avec celle de la plupart des pays de l'UE et reste particulièrement impressionnante si l'on rappelle que la dette publique était proche de 80% au pire de la récession suédoise en 1994, le taux a ainsi été réduit de plus de moitié en 20 ans.

**Salaires.** Selon l'Institut suédois de la médiation (Medlingsinstitutet), la structure des salaires reste dans l'ensemble relativement concentrée par rapport à beaucoup d'autres pays européens. En effet, le salaire médian brut, avant impôt, était de 29 300 SEK par mois (environ 3 000€) en 2016, alors que le salaire moyen mensuel était de 32 800 SEK. Le salaire des personnes qui gagnent le moins (premier décile) était de 22 000 SEK/mois, alors que les revenus des personnes avec le niveau de revenus le plus élevé (dernier décile) atteignait 46 400 SEK/mois.



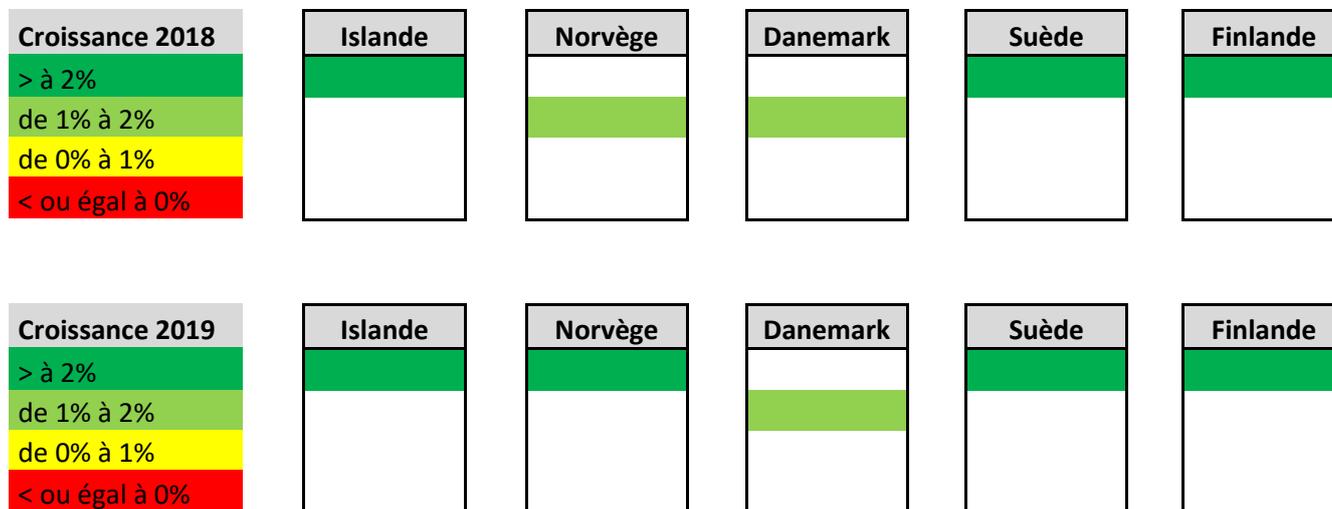
**Vélos/mobylettes électriques.** La prime accordée par l'Etat depuis février 2018 pour promouvoir l'achat de vélos et mobylettes électriques rencontre un grand succès. L'Agence suédoise pour l'environnement (Naturvårdsverket), qui gère le budget de 395 MSEK (40 M€) alloué à cette fin, a déjà reçu plus de 30 000 demandes de remboursement (40% du budget est ainsi déjà épuisé). La prime couvre 25% du prix d'achat (incluant la TVA) avec un plafond de 10 000 SEK (1 000 €) par achat. La prime est en moyenne de 4 500 SEK (450 €), ce qui implique que le coût moyen de ce type de mode de transport vert a été de l'ordre de 1 700 €.

**Tourisme.** 481 000 Suédois ont séjourné en France en 2017, soit plus qu'aux Etats-Unis (475 000), mais légèrement moins qu'en Norvège (494 000) ou au Royaume-Uni (499 000). La destination privilégiée des Suédois reste de très loin l'Espagne avec 1 775 000 déplacements privés et professionnels, soit deux fois plus que l'Allemagne qui occupe pourtant la deuxième place avec 907 000 déplacements.

**Luxe/prêt-à-porter.** Un grand nombre d'enseignes de luxe et de prêt-à-porter français s'installe depuis quelques années dans le centre de Stockholm. Hermès dispose, par exemple, d'une boutique chez NK, alors que Louis Vuitton, Chanel et Zadig & Voltaire ont des boutiques sur Birger Jarlsgatan. La maison Sandro vient, pour sa part, d'ouvrir une boutique sur la rue piétonne Biblioteksgatan, rue dans laquelle la première boutique nordique du groupe Cartier ouvrira aussi à l'automne et qui abrite déjà Sephora.



La quinzaine nordique -1 juin 2018 © DG Trésor

**1. Prévisions de croissance pour les pays nordiques**


Source : Commission Européenne, prévisions de printemps (mai 2018)

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019
PIB										
Gouvernement	1,9	1,7	2,6	2,2	1,5	1,9	<b>2,8</b>	<b>2,2</b>	-	-
Banque centrale	1,9	1,8	2,5	1,5	1,9	1,4	<b>2,6</b>	<b>2,0</b>	<b>3,3</b>	<b>3,0</b>
Institut stat./conj****	2,3	2,0	2,8	2,4	2,0	1,9	2,8	2,1	2,9	2,8
Commission*	1,8	1,9	2,5	2,3	1,7	2,0	2,6	2,0	3,1	2,9
FMI**	2,0	1,9	2,6	2,0	2,1	2,1	2,6	2,2	3,0	2,8
OCDE***	<b>1,7</b>	<b>1,9</b>	<b>2,9</b>	<b>2,5</b>	<b>2,5</b>	<b>2,1</b>	<b>2,8</b>	<b>2,2</b>	<b>2,8</b>	<b>2,6</b>
SEB	<b>2,2</b>	<b>2,3</b>	<b>2,5</b>	<b>2,4</b>	<b>2,0</b>	<b>2,3</b>	<b>2,6</b>	<b>2,2</b>	-	-
Nordea	1,8	1,7	3,0	2,5	2,4	2,4	2,5	1,9	-	-
Danske Bank	1,8	1,9	2,4	2,0	2,5	2,3	1,7	2,0	-	-

Source :

\* Prévisions de printemps (mai 2018)

\*\* World Economic Outlook (avril 2018)

\*\*\* Perspectives économiques (mai 2018)

\*\*\*\* Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA, Islande : Statice

Code couleur des mises à jour :

**En gras** : mise à jour sans changement

**En rouge** : dégradation

**En vert** : amélioration



## 2. Autres indicateurs macroéconomiques

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019
Déficit public										
Gouvernement	-0,3	0,2	-0,6	-0,2	3,9	-	1,1	1,0	-	-
Commission*	-0,1	0,0	-0,7	-0,2	4,9	4,9	0,8	0,9	0,4	0,6
FMI**	-0,8	-0,5	-1,4	-0,9	3,7	3,8	1,1	0,7	1,2	1,1
OCDE***	<b>-0,5</b>	<b>-0,4</b>	<b>-0,8</b>	<b>-0,5</b>	<b>4,9</b>	<b>5,1</b>	<b>1,0</b>	<b>0,9</b>	<b>1,4</b>	<b>1,3</b>

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019
Dette publique										
Gouvernement	35,4	34,6	60,4	58,9	-	-	37,9	34,3	-	-
Commission*	33,6	32,3	60,4	59,6	33,3	32,0	38,0	35,5	41,2	38,4
FMI**	35,9	35,1	60,5	59,6	36,7	36,7	38,0	34,4	38,4	34,9

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019
Autres										
inflation (IPCH)*	0,8	1,4	1,4	1,7	2,2	2,3	1,9	1,7	2,3	2,9
cons. privée*	2,0	2,2	1,8	1,8	2,1	1,8	2,3	2,2	5,3	4,0
chômage (BIT)*	5,5	5,2	8,4	8,3	3,4	3,2	6,3	6,3	4,3	4,2

## Source :

\* Prévisions de printemps (mai 2018)

\*\* World Economic Outlook (avril 2018)

\*\*\* Perspectives économiques (mai 2018)

\*\*\*\* Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA, Islande : Statis

## Code couleur des mises à jour :

En gras : mise à jour sans changement

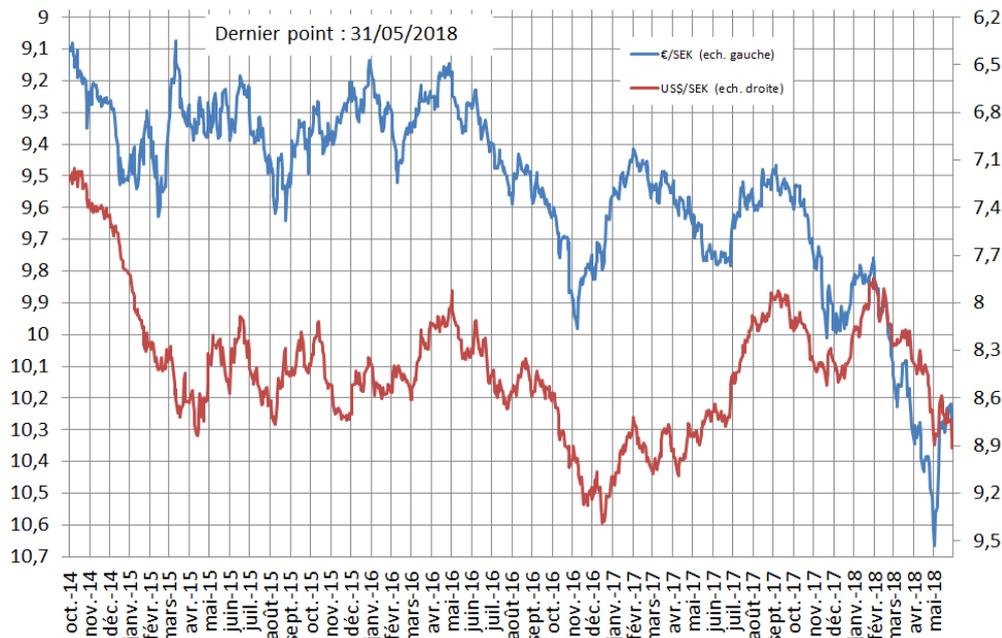
En rouge : dégradation

En vert : amélioration

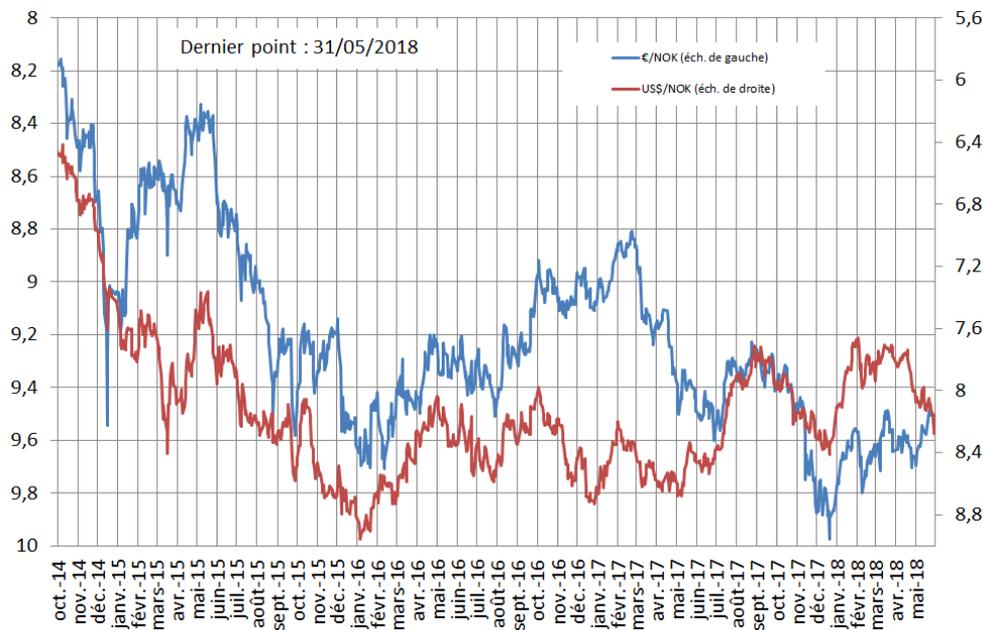


### 3. Evolution des taux de change

#### Couronne suédoise



#### Couronne norvégienne



#### Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique (adresser les demandes à [pierre-alexandre.miquel@dgtresor.gouv.fr](mailto:pierre-alexandre.miquel@dgtresor.gouv.fr)).

#### Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Directeur de la publication : Pierre-Alexandre Miquel (Chef du SER)

Revu par : Romain Saudrais (Conseiller financier)

Service Économique Régional (SER) de Stockholm

Ambassade de France en Suède

Adresse : Storgatan 11 // 114 44 Stockholm

Avec les contributions des Services Économiques de Copenhague (M. Bouteiller, M. Valeur, J-T. Pénet, L. Miraux), Helsinki (T. Cardiel), Oslo (E. Gabla, S. Morvan), de l'ambassade de France en Islande (R. Girard) et du Service Économique Régional de Stockholm (F. Lemaitre, J. Grosjean, R. Saudrais, L. André).